

CHAIRE DE DYNAMIQUE SOCIALE (C.D.S)

MOUVEMENTS & ENJEUX SOCIAUX

Revue Internationale
des Dynamiques Sociales

WWW.MESRIDS.ORG
SEPTEMBRE – OCTOBRE 2026
KINSHASA-R.D.C

LE SOFT POWER MÉDIATIQUE FRANÇAIS EN AFRIQUE FRANCOPHONE : entre influence culturelle et compétition informationnelle

par

Marie-Thérèse NGALULA NGALAMULUME

Apprenante au 3e cycle, Faculté des Sciences Sociales,
Département des Relations Internationales,
Université de Kinshasa

Résumé

Cet article analyse la reconfiguration du soft power médiatique français en Afrique francophone dans un espace informationnel devenu multipolaire. À partir d'une démarche qualitative, documentaire et comparative, il examine les ressources institutionnelles de France Médias Monde, la centralité persistante de la langue française, les contestations politiques visant RFI et France 24, ainsi que la concurrence exercée par les dispositifs médiatiques russes et chinois. L'étude soutient que les médias internationaux français conservent une audience et une capacité d'agenda importantes, sans constituer de simples instruments dociles de l'État. Leur financement public, leur mission internationale et leur autonomie éditoriale produisent une tension structurelle entre diplomatie publique et crédibilité journalistique. Les suspensions décidées au Mali, au Burkina Faso et au Niger signalent une crise d'accès et de légitimité, mais non la disparition de toute audience, notamment en raison des usages numériques. La Russie privilégie des récits souverainistes et contestataires, tandis que la Chine articule contenus, infrastructures, formations et partenariats. La pérennité de l'influence française dépend moins d'un retour au monopole que d'une relation éditoriale plus décentralisée, transparente et partenariale avec les sociétés africaines.

Mots-clés : soft power ; diplomatie publique ; médias internationaux ; Afrique francophone ; compétition informationnelle ; France Médias Monde ; souveraineté informationnelle.

Abstract

This article examines the reconfiguration of French media soft power in Francophone Africa within an increasingly multipolar information environment. Using a qualitative, documentary and comparative approach, it analyses France Médias Monde's institutional resources, the continuing importance of the French language, political challenges targeting RFI and France 24, and competition from Russian and Chinese media strategies. French international media retain significant audiences and agenda-setting capacity, but they cannot be reduced to compliant instruments of the state. Public funding, an international mandate and editorial autonomy create a structural tension between public diplomacy and journalistic credibility. Broadcasting suspensions in Mali, Burkina Faso and Niger reveal a crisis of access and legitimacy, yet do not eliminate audiences, particularly through digital channels. Russia promotes sovereignist and anti-Western narratives, whereas China combines content, infrastructure, training and partnerships. French influence will depend less on restoring a monopoly than on developing a more decentralised, transparent and genuinely collaborative relationship with African societies.

Keywords: soft power; public diplomacy; international media; Francophone Africa; information competition; France Médias Monde; information sovereignty.

INTRODUCTION

La relation entre la France et l'Afrique francophone connaît une reconfiguration profonde. Le retrait ou la réduction de plusieurs dispositifs militaires, la montée des discours souverainistes et la diversification des partenaires extérieurs ont diminué la centralité politique de Paris. Cette évolution ne signifie toutefois pas la disparition de toute influence. Elle déplace l'analyse vers des ressources moins coercitives : langue, culture, formation, diplomatie publique et médias internationaux.

Joseph Nye définit le soft power comme la capacité d'obtenir des résultats par l'attraction et la persuasion plutôt que par la contrainte ou le paiement. Dans le cas français, la langue, les institutions culturelles et l'audiovisuel extérieur constituent des ressources anciennes. Mais une ressource n'est pas automatiquement une influence : son efficacité dépend de sa crédibilité, de son appropriation par les publics et de la cohérence entre les valeurs proclamées et les politiques effectivement conduites.¹

La question directrice est la suivante : comment le dispositif médiatique français maintient-il une capacité d'influence en Afrique francophone alors que son accès, sa crédibilité et son ancien monopole symbolique sont contestés ? L'hypothèse est que ce soft power demeure résilient grâce à son implantation

¹ Joseph S. Nye, « Soft Power », *Foreign Policy*, n° 80, 1990, p. 153-171.

linguistique, professionnelle et numérique, mais qu'il devient conditionnel. Plus le média est perçu comme prolongement de l'État, plus sa capacité d'attraction risque d'être réduite.

La méthode est qualitative, documentaire et comparative. Elle confronte les travaux sur le soft power et la diplomatie publique aux documents institutionnels de France Médias Monde, aux décisions de suspension et à des études sur les stratégies russes et chinoises. L'étude ne mesure pas directement les perceptions des publics africains. Elle distingue donc audience mesurée, crédibilité déclarée, influence supposée et effet politique démontré.

I. LE SOFT POWER MÉDIATIQUE FRANÇAIS : RESSOURCES ET AMBIGUÏTÉS

1.1. De l'attraction culturelle à la diplomatie publique

Le soft power repose sur la culture, les valeurs politiques et la légitimité de la politique étrangère. La diplomatie publique transforme ces ressources en dispositifs destinés aux sociétés étrangères : médias, programmes éducatifs, échanges, événements culturels et communication numérique. L'influence n'est pas un transfert mécanique ; les publics interprètent, négocient ou rejettent les messages.

En Afrique francophone, la langue française crée un espace de circulation commun, mais elle n'appartient pas exclusivement à la France. Elle est appropriée et transformée par les sociétés africaines. Confondre francophonie linguistique et adhésion politique reviendrait à attribuer à Paris un capital qui est aussi produit par les locuteurs, les institutions et les créateurs africains.

1.2. France Médias Monde comme architecture institutionnelle

France Médias Monde regroupe France 24, RFI et Monte Carlo Doualiya. Son financement public et sa mission internationale l'inscrivent dans la projection extérieure française. RFI dispose d'un ancrage historique en Afrique, tandis que France 24 occupe une place importante dans l'information télévisée et numérique. Les données Africascope publiées par le groupe indiquaient en 2024 que RFI et France 24 étaient suivies chaque semaine par près de 60 % de la population mesurée en Afrique francophone.²

Cette donnée doit être interprétée avec prudence. Elle dépend du périmètre géographique, de la population enquêtée et de la méthode de mesure ; elle ne signifie ni 60 % de toute la population africaine ni un soutien politique à la France. Elle renseigne d'abord la capacité de contact et la visibilité des marques médiatiques.

1.3. Diplomatie d'influence et autonomie journalistique

L'efficacité du dispositif dépend d'une tension difficile à supprimer. En tant qu'entreprise publique à vocation internationale, France Médias Monde participe à la présence française. En tant qu'organisation journalistique, elle revendique l'indépendance éditoriale, la vérification et le pluralisme. Réduire ses rédactions à des instruments de propagande méconnaîtrait les normes professionnelles et les marges d'autonomie ; nier toute fonction d'influence ignorerait son statut et sa mission.

La crédibilité constitue précisément la ressource centrale. Si les contenus sont perçus comme dictés par le gouvernement, le soft power se détruit en devenant communication officielle. L'autonomie éditoriale n'est donc pas seulement une exigence déontologique ; elle est une condition stratégique de l'attraction.

II. CONTESTATION DE L'INFLUENCE ET CRISE DE LÉGITIMITÉ

2.1. Souverainismes, mémoires et critique de la « Françafrique »

La contestation de la présence française s'inscrit dans une mémoire coloniale, dans la critique des réseaux de la « Françafrique » et dans les déceptions relatives aux partenariats sécuritaires et économiques. Le concept popularisé par François-Xavier Verschave désigne des relations opaques et asymétriques maintenant des dépendances après les indépendances.³

Les discours souverainistes ne peuvent être réduits à une manipulation étrangère. Ils s'appuient sur des griefs endogènes, des expériences historiques et des revendications politiques réelles. Des acteurs russes ou autres peuvent amplifier ces récits, mais leur efficacité suppose un terrain de réception déjà constitué. Une analyse équilibrée distingue donc les causes internes de la défiance et leur exploitation externe.

²France Médias Monde, « Africascope 2024 : RFI et France 24 suivies par près de 60 % de la population en Afrique francophone chaque semaine », 26 septembre 2024. Cette mesure concerne le périmètre Africascope et ne doit pas être extrapolée à toute l'Afrique.

³François-Xavier Verschave, *La Françafrique : le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 1998.

2.2. Les suspensions de RFI et France 24 au Sahel

La crise s'est matérialisée par des décisions de suspension. Selon France Médias Monde, la diffusion de RFI et de France 24 est suspendue au Mali depuis mars 2022 ; au Burkina Faso, RFI l'est depuis décembre 2022 et France 24 depuis mars 2023. Le Niger a également suspendu leur diffusion. Ces mesures ont été justifiées par les autorités au nom de la souveraineté et de critiques adressées au traitement de l'information.⁴

Ces décisions constituent à la fois une restriction de l'accès à l'information et un indicateur de conflit politique autour de la légitimité narrative. Elles ne prouvent pas que les médias seraient dépourvus de public. Les ondes courtes, le satellite, les réseaux sociaux, les plateformes vidéo et les réseaux privés virtuels permettent des formes de contournement, sans compenser entièrement la perte de diffusion traditionnelle.

2.3. Le numérique comme espace de continuité et de vulnérabilité

Le numérique réduit la dépendance aux fréquences nationales, mais il expose les médias à la fragmentation des publics, aux campagnes coordonnées, aux algorithmes et à la circulation rapide de contenus trompeurs. La réputation institutionnelle y coexiste avec des extraits décontextualisés, des comptes imitateurs et des commentaires polarisés.

La stratégie numérique ne peut donc être une simple duplication de l'antenne. Elle exige des formats adaptés, des langues et références locales, une interaction avec les publics et une transparence accrue sur les sources. Elle suppose aussi de protéger les correspondants locaux, qui supportent une part importante des risques.

III. LA COMPÉTITION INFORMATIONNELLE : STRATÉGIES RUSSES ET CHINOISES

3.1. La stratégie russe : contestation et sharp power

La stratégie russe en Afrique mobilise des médias publics, des réseaux numériques, des entrepreneurs d'influence et des récits anti-impérialistes. Sa force tient à sa capacité de se présenter comme alternative à l'Occident et à reprendre des revendications de souveraineté. Elle ne relève pas seulement du soft power : lorsque l'influence repose sur la manipulation, l'opacité ou la désinformation, la notion de sharp power est plus appropriée.

Il convient néanmoins d'éviter deux généralisations. Tout discours critique de la France n'est pas produit par la Russie, et toute audience d'un média russe ne traduit pas une adhésion au modèle politique russe. L'analyse doit identifier les producteurs, les réseaux de diffusion, les financements et les preuves de coordination avant d'attribuer une campagne.

La présence militaire russe, d'abord associée au groupe Wagner puis à des structures réorganisées, a renforcé la convergence entre offre sécuritaire et communication politique dans certains États. Cette combinaison de moyens coercitifs et informationnels dépasse le soft power classique et doit être analysée comme stratégie hybride.

3.2. La stratégie chinoise : médias, infrastructures et formation

La Chine adopte une approche plus institutionnelle et cumulative. CGTN, Xinhua, les partenariats de contenus, les formations de journalistes et les investissements dans les infrastructures forment un écosystème de diplomatie publique. Le récit met l'accent sur le développement, la coopération Sud-Sud et la non-ingérence.

Cette stratégie offre des ressources à des systèmes médiatiques souvent fragiles, mais elle peut également créer des dépendances technologiques, économiques et éditoriales. La notion de partenariat mutuellement bénéfique doit être évaluée empiriquement : qui définit les contenus, quelles contreparties existent, quelle autonomie conservent les partenaires et comment les publics interprètent-ils ces récits ?

3.3. Une concurrence qui n'est pas seulement étatique

L'espace informationnel africain ne se résume pas à un affrontement entre Paris, Moscou et Pékin. Les médias nationaux, panafricains, communautaires, diasporiques et numériques disposent de leurs propres agendas. Les influenceurs, plateformes et producteurs indépendants reconfigurent également la circulation des récits.

⁴France Médias Monde, « Africascope 2025 : RFI et France 24 confirment leurs succès d'audience en Afrique francophone », 12 septembre 2025 : suspension au Mali depuis mars 2022, au Burkina Faso depuis décembre 2022 pour RFI et mars 2023 pour France 24.

Une approche uniquement géopolitique risque d'effacer l'autonomie africaine. Les publics ne sont pas de simples cibles ; ils comparent les sources, produisent des contenus et sanctionnent les incohérences. La compétition est donc aussi une lutte pour la crédibilité au sein d'espaces publics africains pluriels.

IV. VERS UNE DIPLOMATIE PUBLIQUE PLUS PARTENARIALE

4.1. Décentrer la production éditoriale

La première condition de résilience consiste à renforcer la capacité décisionnelle des rédactions et bureaux africains. Il ne suffit pas d'augmenter le nombre de voix locales si les priorités, les formats et les critères de légitimité restent entièrement définis à Paris. Le partenariat suppose un pouvoir réel dans la sélection des sujets et la conduite des débats.

Cette décentration ne garantit pas automatiquement l'adhésion. Elle réduit cependant le risque de traiter l'Afrique comme un objet homogène et permet une meilleure contextualisation. Elle doit s'accompagner de garanties professionnelles, de sécurité et de conditions de travail équitables pour les journalistes locaux.

4.2. Transparence, autocritique et cohérence

La crédibilité exige de clarifier le statut, le financement et les mécanismes d'indépendance des médias publics internationaux. Elle suppose aussi la possibilité d'enquêter de manière critique sur la politique française en Afrique. Une diplomatie publique fondée sur la dissimulation de ses intérêts se transforme en propagande ; une influence assumée mais soumise aux règles journalistiques peut préserver la confiance.

La cohérence entre discours et pratiques est tout aussi décisive. Les valeurs de pluralisme et de liberté de la presse perdent leur force attractive lorsqu'elles sont perçues comme appliquées sélectivement. Le soft power dépend moins de la répétition du message que de la crédibilité de l'acteur qui le porte.

4.3. Soutenir l'autonomie des écosystèmes africains

Une stratégie durable devrait soutenir la formation, l'innovation, la viabilité économique et la sécurité des médias africains sans exiger d'alignement éditorial. L'objectif ne serait plus de restaurer un monopole narratif, mais de contribuer à un espace pluraliste capable de résister à toutes les formes de manipulation, y compris lorsqu'elles proviennent de partenaires français.

Cette orientation modifie la mesure du succès. L'influence ne se réduit pas à une part d'audience ou à une opinion favorable à la France. Elle peut être évaluée par la qualité des partenariats, la confiance, la circulation réciproque des savoirs et la capacité à maintenir un dialogue critique.

V. DISCUSSION : PORTÉE, TENSIONS ET LIMITES

L'analyse confirme la résilience du dispositif médiatique français tout en relativisant sa maîtrise des effets. L'audience demeure une ressource, mais elle ne prouve ni persuasion ni conversion politique. Les suspensions réduisent l'accès, sans supprimer l'ensemble des usages. La langue française facilite la circulation, mais elle est devenue un patrimoine partagé dont les sociétés africaines définissent elles-mêmes les usages.

La comparaison avec la Russie et la Chine révèle des stratégies distinctes, mais ne doit pas produire une opposition morale simpliste entre médias français vertueux et concurrents manipulateurs. Tous les dispositifs publics internationaux poursuivent des objectifs d'influence ; ils diffèrent par leurs institutions, leurs pratiques, leur transparence et leur rapport aux normes journalistiques.

Cette étude est limitée par son caractère documentaire. Elle ne comporte ni enquête d'audience indépendante, ni entretiens, ni analyse systématique de contenus. Les effets sur les opinions publiques, la confiance et les politiques africaines ne peuvent donc être établis causalement. Une recherche ultérieure devrait comparer les récits de RFI, France 24, RT, Sputnik, CGTN, Xinhua et de médias africains sur des événements identiques, puis analyser leur réception.

CONCLUSION

Le soft power médiatique français en Afrique francophone n'a ni disparu ni conservé son ancienne position dominante. Il se reconfigure dans un espace où les récits français sont contestés par des gouvernements, des mouvements souverainistes, des acteurs russes et chinois, mais aussi par des médias et publics africains plus autonomes.

France Médias Monde conserve une infrastructure, des compétences et une audience significatives. Sa principale vulnérabilité réside dans la tension entre fonction d'influence et crédibilité journalistique.

L'indépendance éditoriale, la contextualisation et la transparence sont dès lors des ressources stratégiques, non des obstacles à la diplomatie publique.

L'avenir de cette influence dépendra de la capacité française à abandonner la logique du monopole au profit du partenariat. Dans un espace informationnel multipolaire, l'attraction ne peut être imposée. Elle se construit par la confiance, la réciprocité et l'acceptation d'un dialogue dans lequel les sociétés africaines ne sont plus des destinataires, mais des coproductrices de sens.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Aron, R., *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962.

Bouheddi, A., « The Future of French Soft Power in Africa », *Africa Practice*, 18 octobre 2023.

France Médias Monde, « Africascope 2025 : RFI et France 24 confirment leurs succès d'audience en Afrique francophone », 12 septembre 2025.

Huang, Z. A., « L'Institut Confucius et la diplomatie publique chinoise en Afrique », *Hermès, La Revue*, n° 89, 2022.

Lawal, S., « With France's Military Influence in Africa Gone, Can It Rely on Soft Power? », *Al Jazeera*, 31 janvier 2025.

Mangon, S., « L'aide française aux médias étrangers. Une analyse de la diplomatie publique », *Questions de communication*, n° 43, 2023.

Nye, J. S., « Soft Power », *Foreign Policy*, n° 80, 1990, p. 153-171.

Rønning, H., *How Much Soft Power Does China Have in Africa?*, Bergen, Chr. Michelsen Institute, 2014.

Verschave, F.-X., *La Françafrique : le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 1998.

Centre de recherche d'interface université-société

COMITÉ DE RÉDACTION ET ADMINISTRATION

- Directeur-Editeur : Sylvain Shomba Kinyamba, Professeur Ordinaire
- Rédacteur en Chef : Gaston Mwene Batende, Professeur Emérite
- Rédacteur en Chef adjoint : Patrick Develtere, Professeur Ordinaire
- Secrétaire de rédaction : Michel Kandolo Edungu, Chef de Travaux
- Relation avec les partenaires : Jean Pierre Mpiana, Professeur Ordinaire
- Archivage et logistique : Ingrid Mulamba Feza, Professeure Associée

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Professeurs Baeke Viviane, Batamba Balembu Antoine ; Bongeli Yeikeo Ya Ato Emile ; Develtere Patrick ; Ekala Pierre ; Gretry Lucille ; Huib Huyse ; Inswan Bidum Pierre ; Kaminar Théo-Macaire ; Kapalayi Mutanga Roger-Vincent ; Labana Lasay'abar Jean Berck Mans ; Malemba N'sakila Gilbert ; Matabisi Nico ; Mbalanda Willy ; Mbela Hiza Login ; Mbuyi Musongela François ; Mokonda Bonza Floratin ; Mukoka Nsenda François ; Mulamba Feza Ingrid ; Muluma Munanga Albert ; Musa Alokpo Dieudonné ; Musao Kalombo Célestin ; Mutunda Mwembo Pierre ; Mpiana Tshitenge Jean Pierre ; Mwabila Malela Clément ; Mwene Batende Gaston ; Ndeke Zamba Casimir ; Ngoma Binda Elie ; Ngoy Bisongo Colby ; Nkuanzaka Inzanza Adélard ; Ongevela Van Jan, Osokonda Okenge Basile, Ponsar Paul, Reyhler Luc ; Sekimonyo Wa Magango Côme ; Shomba Kinyamba Sylvain ; Wingenga Jeannot ; Yandju Marie-Claire ; Yere Afobe Innocent Zimango Gama Romain.

Immeuble CDS n°3, Trafic, Route de l'Ouest,
Campus de l'Unikin, Tél. : 0999903563 /
shombakin@yahoo.fr,
www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N° ISSN : 2790-3095 (impr.)
N° ISSN : 2790-3109 (ligne)

